

L'EUROPE FACE À SON DESTIN

La question n'est pas de savoir si l'on est pour ou contre l'Europe, mais de quelle Europe nous voulons.

L'Europe, stade intermédiaire avant un gouvernement mondial, ou l'Europe, espace autocentré autour de peuples appartenant à la même civilisation, partageant la même histoire, solidaires face à l'avenir ?

L'Europe misérable que propose Bruxelles ? L'Europe de l'impuissance ?

Ou une Europe forte, assumant son passé, transcendant ses clivages, résolue à affirmer ses valeurs et à se doter des instruments de sa puissance ?

C'est de la réponse à ces questions que dépend l'avenir du peuple français et des peuples d'Europe.

Je suis un partisan de l'Europe car je la considère comme l'une des quatre strates constitutives de mon identité. Je suis Provençal, je suis Français, je suis Européen et j'appartiens à l'espèce humaine. Inversement, tout homme n'est pas nécessairement européen. Et tout Français n'est pas nécessairement provençal. Là où ma naissance m'a placé, là sont mes racines.

Au fond, les reproches justifiés que l'on adresse à l'Europe de Bruxelles sont les mêmes que ceux qui valent pour la République jacobine qui a son siège à Paris : là comme ici, l'excès de centralisation et le déni du principe de subsidiarité aboutissent toujours à la création d'une oligarchie bureaucratique dont la pente naturelle est de prendre le contrôle et de paralyser l'administration politique. Comment ne pas être déçu de cette France-là et de cette Europe-là ? Le résultat, c'est que l'abandon de la souveraineté française n'a pas contribué pour un iota à l'émergence d'une souveraineté européenne.

Comment pourrait-il en aller autrement ? La dilution d'un corps dans un autre n'a jamais rien donné, sinon peut-être en homéopathie. De même, la dilution des identités nationales ne peut aboutir à rien qu'à

une soupe insipide, tant il est vrai que si l'Europe est forte, c'est des identités qui la composent et s'enrichissent. Diluer ces identités dans un ensemble commun, c'est se priver de ce qui fait la singularité européenne : le trésor d'une multitude d'expressions politiques, économiques, artistiques et littéraires réunies dans le génie d'une civilisation unique. Bref, avec l'Europe de Bruxelles, la France a perdu son indépendance, mais l'Europe n'a pas gagné la sienne.

Ce poison mortel, on peut penser qu'il a été volontairement distillé aux peuples européens, car on ne s'entête pas aussi longtemps dans l'erreur sans une réelle volonté de nuire. Soit que, de la bouillie des peuples, on espère l'avènement d'un consommateur universel décervelé. C'est l'ambition des mondialistes. Soit qu'en détruisant les identités et les nations européennes, on cherche à prévenir l'émergence d'une Europe puissante, indépendante et libre. C'est, de toute évidence, l'ambition américaine. Disons que les deux font la paire et ont des intérêts mêlés.

Dans tous les cas, ce plan mortel contre la France et l'Europe a ses complices et ses idiots utiles dans l'euromondialisme béat de nos dirigeants. Ceux qui, par exemple, font revoter les peuples quand ils sont mécontents du résultat du vote, et ceux qui bafouent carrément la souveraineté populaire en faisant adopter par le Congrès ce à quoi les électeurs ont déjà dit non par voie référendaire.

J'ai expliqué en 2002 dans « *Les Chemins de la Victoire* » que les mondialistes avançaient masqués drapés dans les vertus –réelles ou supposées- de la mondialisation : mondialisation des échanges, des savoirs, des informations et des techniques. Des crises et des maladies aussi... Cette mondialisation qui fait rêver certains et que d'autres redoutent, souvent à juste titre, elle n'est pourtant en soi ni vertueuse ni diabolique. Elle est la fille du génie européen qui, au cours des cinq siècles derniers, a exploré la planète, raccourci les distances, imaginé le bateau à vapeur, construit l'avion, lancé la fusée, créé Internet, inventé le travail-machine, fait des neurones une valeur ajoutée.

Le mondialisme est tout autre chose. C'est l'ultime avatar idéologique de deux siècles de socialisme utopique ou marxiste et de capitalisme franc-maçon. Le mondialisme peut se résumer ainsi : le gouvernement du plus grand nombre par le plus petit nombre pour le profit de ce dernier et sous couvert de grands principes dit républicains ou humanistes ou encore démocrates, principes toujours proclamés, constamment bafoués, jamais appliqués.

Cette idéologie a placé au centre de sa conception du monde la valeur marchande. Tout se justifie par l'économie, tout doit plier devant elle. Le héros ou le saint étaient jadis vénérés comme des modèles pour le corps, l'esprit et le caractère. Aujourd'hui, même la star est démodée : elle a été remplacée par le people, c'est-à-dire par un bien de consommation jetable et remplaçable. Le projet des mondialistes, c'est tout simplement de créer un univers orwellien peuplé d'individus abêtis, aisément manipulables, produisant ce qui ne leur est pas nécessaire et le consommant immédiatement.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il n'est pas surprenant que l'Europe qui s'inspire de cette idéologie en reproduise également toutes les tares, jusqu'à la caricature car, à la différence des Etats-Unis, qui servent de modèle, le vieux continent s'est mis volontairement à la merci des prédateurs du monde entier. Cette impuissance se manifeste à tous les niveaux, économiques, politiques, démographiques, énergétiques, diplomatiques et militaires. N'ayant pas foi dans son identité, ayant renoncé à son modèle de civilisation, n'ayant donc plus rien à proposer ni à protéger, l'Europe de Bruxelles n'a d'autre destin que de devenir une vaste zone de libre échange.

Dans cette maison des courants d'air ouverte aux vents mauvais du libre commerce mondial et des déplacements massifs de populations qui vont avec, quand une porte claque, vingt-six fenêtres s'ouvrent. De facto, les abondons de souveraineté consentis par la France et les autres états membres sont devenus irréversibles. J'ai expliqué dans mon introduction que cette reddition n'avait pas abouti pour autant à un transfert de souveraineté à l'Europe, encore moins à son indépendance vis-à-vis des autres puissances. Le pouvoir de Bruxelles ne repose, en effet, sur l'exercice d'aucun pouvoir régalien : ni armée, ni justice, ni politique étrangère dignes de ce nom. Quant à l'Euro, qui fluctue au gré des marchés, il échappe à tout contrôle, y compris à celui de la Banque Centrale Européenne, rendant ainsi impossible toute politique monétaire digne de ce nom.

Entre parenthèses, on constate, avec la nationalisation aux Etats-Unis de *Freddie Mac* et *Fannie Mae*, deux établissements financiers victimes de la crise des *subprimes*, que l'intervention de la puissance publique est parfois nécessaire, y compris pour voler au secours d'intérêts privés, même dans la patrie de l'ultralibéralisme. Que se passera-t-il en Europe le jour où un de ces « *to big to fail* » (littéralement : trop gros pour faillir) sera obligé de mettre la clef sous la

porte ? Quelle institution assez riche pourra, et surtout consentira à mettre la main à la poche ?

L'impuissance européenne se vérifie chaque jour, y compris sur la scène internationale, où l'Europe agit toujours à contretemps, et la plupart du temps à rebours de ses propres intérêts, y compris sur le continent, même quand son approvisionnement énergétique est en jeu. Ainsi, l'Europe a été totalement absente au début de la crise du Caucase, qui oppose Russes et Américains par Géorgiens interposés pour le contrôle du transit des hydrocarbures par la mer Noire. Sort-elle subitement de son mutisme qu'elle s'avère bien incapable de parler d'une seule voix. D'un côté, un groupe de pays euratlantistes, conduits par la Grande-Bretagne, la Pologne et la République Tchèque, avec les Français à leur remorque, pousse à l'isolement de la Russie et à l'installation de bases de l'OTAN à ses portes. De l'autre, un groupe de pays pragmatiques, dont les économies ont d'étroites connexions avec Moscou, comprenant l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie, empêche l'adoption de sanctions. Le résultat, c'est que l'Europe assiste en spectateur, sans avoir choisi son camp, à une bataille -pas encore une guerre- dans laquelle se joue pourtant en partie son destin.

A défaut d'avoir un poids diplomatique et militaire ni d'être capable d'assurer son indépendance énergétique, c'est contre ses propres peuples que Bruxelles exerce son despotisme. Son arme, c'est une organisation oligarchique drapée dans les oripeaux d'une démocratie parlementaire qui ne dispose d'aucun pouvoir réel. Dans une démocratie digne de ce nom, les décisions discrétionnaires de la Commission européenne seraient immédiatement dénoncées. Si elles passent inaperçues, c'est parce qu'elles bénéficient de complicité dans les médias, bien sûr, mais aussi et surtout parce qu'elles sont noyées dans l'opacité des procédures et l'absence totale de contrôle à tous les échelons de la bureaucratie bruxelloise. En fait, cette Europe-là ne pourrait pas survivre si elle était privée de son caractère intrinsèquement liberticide et antidémocratique.

A contrario, c'est dans les tares de l'Europe bruxelloise que se trouvent des raisons d'espérer. On assiste, en effet, à un épuisement accéléré des forces centrifuges qui sont à l'origine de cette construction antidémocratique de type jacobin. Ce n'est plus en Europe, en effet, mais à ses frontières, en Europe centrale, dans la sphère d'influence russe, et plus loin en Asie, que se trouvent les nouveaux marchés. C'est donc tout naturellement sur ces espaces que vont désormais se positionner nos grandes entreprises, ce qui aura pour conséquence

inélucltable de pousser les pays européens à une révision globale de leurs alliances. Dans cette perspective, une scission en Europe n'est pas à exclure, tout comme n'est pas à exclure une scission au sein même de l'OTAN.

Par ailleurs, la dilution des responsabilités politiques à l'intérieur du nouvel espace à 27 (ou 28, si d'aventure la Turquie y était admise) et l'abolition de la règle de l'unanimité vont nécessairement créer des tensions qui deviendront vite insupportables sans une évolution démocratique des institutions communes. Le renforcement à l'excès de l'exécutif européen et la concentration dans les mêmes mains des pouvoirs législatifs provoqueront tôt ou tard une rébellion, sinon des parlementaires européens, du moins de leurs électeurs.

Enfin, le Système lui-même est menacé d'implosion. Certains observent les prémices d'une récession mondiale dans la crise des marchés hypothécaires américains. J'ignore si ce sera le cas. Mais j'ai la conviction qu'un système qui n'a que la valeur marchande comme conception du monde est voué à disparaître.